

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 février 2020

PROPOSITION DE DÉCLARATION

de révision de la Constitution

(déposée par Mme Barbara Pas et
M. Tom Van Grieken)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 februari 2020

VOORSTEL VAN VERKLARING

tot herziening van de Grondwet

(ingediend door mevrouw Barbara Pas en
de heer Tom Van Grieken)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 3431/001.

Jules Destrée a, dès avant la première guerre mondiale, écrit au Roi ce qui suit: "Il n'y a pas de Belges, Sire. J'entends par là que la Belgique est un État politique, fruit de la diplomatie, assez artificiellement composé, mais qu'elle n'est pas une nationalité. Quelle antithèse entre la Flandre et la Wallonie! Le sol est différent, les gens qui vivent dans ces contrées diverses sont divers comme elles et les âmes sont aussi différentes que le sont les paysages. Les activités auxquelles ils se vouèrent sont, pour les uns, agricoles et pour les autres, industrielles. Le Flamand est lent, opiniâtre, patient et discipliné; le Wallon est vif, inconstant et perpétuellement frondeur de l'autorité. Les sensibilités sont différentes: telle idée, tel récit, qui enthousiasmera les uns, laissera les autres indifférents, peut-être même leur fera horreur. (...) Le Wallon appartient à la civilisation latine et le Flamand est de culture germanique. Il y a, en Belgique, des Wallons et de Flamands; il n'y a pas de Belges. (...) En 1830, l'équilibre fut rompu au détriment des Flamands. La révolution avait été faite contre la Hollande et consolidée par l'appui de la France; ses principaux artisans étaient des Wallons."¹. Au cours de la dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que les Flamands et les Wallons ont des visions opposées sur pratiquement tous les thèmes politiques.

Qu'il s'agisse des pensions, des soins de santé, du chômage, des conditions de travail, de la justice, de la SNCB, de la réforme de la fonction publique, de la politique des étrangers ou de la réglementation de la circulation, force est toujours de constater l'existence d'une fracture communautaire patente. L'existence de l'État belge est cause de mauvaise gestion et d'un immobilisme qui ne profite en définitive ni aux Flamands ni aux Wallons et qui engendre des frustrations et une incompréhension mutuelle entre les deux communautés nationales. Il n'existe pas d'intérêt général belge, ni d'identité belge, ni de peuple belge et donc pas non plus de démocratie belge. La démocratie n'est en effet rien d'autre qu'un moyen permettant de donner corps au droit à l'autodétermination d'une communauté et dont la finalité réside dans la mise en œuvre d'une politique qui sert l'intérêt général de la communauté, la *polis*. La démocratie suppose l'existence d'une communauté et ne peut se développer que dans une société qui présente un minimum de cohérence et d'homogénéité au niveau

¹ DESTREE, J. Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 3431/001.

Reeds vóór de Eerste Wereldoorlog schreef Jules Destrée aan de koning: "Er zijn geen Belgen, Sire. België is een politieke staat, vrucht der diplomatie. Het werd kunstmatig samengesteld, het heeft géén nationaliteit. Welke anti-thesis tussen Vlaanderen en Wallonië! De aardbodem is verschillend, de mensen die deze streken bewonen zijn anders en hunne zielen zijn zo verschillend als hunne landschappen. Hunne bedrijvigheden is voor de enen de landbouw, voor de anderen de nijverheid. De Vlaming is langzaam, hardnekkig, geduldig en ordelijk, de Waal is vlug, onbestendig en bedilziek. De gevoeligheid is anders: wat de ene geestdriftig maakt, laat de ander koud en verwekt misschien wel afkeer. (...) De Waal hoort toe aan de Latijnse beschaving en de Vlaming aan de Germaanse cultuur. Er zijn dus in België Walen en Vlamingen, er zijn géén Belgen. (...) In 1830 werd het evenwicht gebroken ten nadele der Vlamingen. De omwenteling was ontstaan tegen Holland en versterkt door de steun van Frankrijk. Haar bijzonderste bewerkers waren Walen."¹ Tijdens het laatste decennium is almaar duidelijker geworden dat Vlamingen en Walen er over zowat alle politieke onderwerpen tegengestelde visies op na houden.

Of het nu gaat om de pensioenen, de gezondheidszorg, de werkloosheid, de arbeidsvoorwaarden, het justitiebeleid, de NMBS, de hervorming van de ambtenarij, het vreemdelingenbeleid of de verkeersreglementering: steeds valt er een onmiskenbare communautaire breuklijn waar te nemen. Het bestaan van de Belgische staat is de oorzaak van ondeugdelijk bestuur en van een immobilisme dat uiteindelijk Vlamingen noch Walen ten goede komt en leidt tot frustratie en tot wederzijds onbegrip tussen de beide volksgemeenschappen. Er bestaat geen Belgisch algemeen belang, geen Belgische identiteit, geen Belgisch volk en dus ook geen Belgische democratie. Democratie is immers niets anders dan een middel om de zelfbeschikking van een gemeenschap gestalte te geven en waarvan de finaliteit bestaat in de ontwikkeling van een politiek die het algemeen belang van de gemeenschap, de *polis*, dient. Democratie vooronderstelt het bestaan van een gemeenschap en kan slechts gedijen in een samenleving die een minimum aan coherentie en homogeniteit op het vlak van normen en

¹ DESTREE, J. Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre.

des normes et des valeurs, à moins qu'on ne veuille réduire la démocratie à sa dimension formelle, c'est-à-dire à un jeu de calculs arithmétiques et de procédures.

L'État ne constitue pas un objectif en soi, mais doit servir l'intérêt général. L'intérêt général, qui est l'objectif de l'État, constitue en même temps la légitimité de l'État au sens le plus large du terme. Or, à la lumière de ce critère, l'État belge est dépourvu de toute légitimité. En effet, Flamands et Wallons ont des besoins collectifs différents. L'État belge constitue un obstacle plutôt qu'un instrument pour résoudre d'importants problèmes sociaux. Les solutions belges sont toujours insatisfaisantes, soit pour les Flamands, soit pour les Wallons. En pratique, lorsqu'on ne peut trouver une solution satisfaisante pour les Wallons, le plus souvent, il ne se passe tout simplement rien. L'immobilisme qui en résulte est en partie à l'origine de la désaffection d'un nombre sans cesse croissant de citoyens pour la chose politique. Seule l'indépendance de la Flandre et de la Wallonie permettrait de rompre cet immobilisme et d'induire une bonne administration et un renouveau politique au vrai sens du terme.

Le fédéralisme belge n'apporte aucune plus-value. Si, conformément au principe de subsidiarité, des matières doivent être réglées à un niveau plus élevé que celui de la communauté nationale, ce règlement devrait intervenir dans le cadre d'une collaboration entre des peuples libres et souverains dans le contexte européen. En effet, la Flandre et la Wallonie n'ont pas grand-chose en commun, ce qui les distingue, en tant qu'ensemble, des autres peuples européens. Cela n'exclut d'ailleurs pas que la Flandre et la Wallonie puissent collaborer dans des domaines spécifiques sur la base de conventions entre États, si les deux communautés nationales jugent cette collaboration souhaitable. La coopération européenne facilite davantage qu'elle ne complique le partage du patrimoine belge.

Le seul moyen, pour le Constituant belge, de faire œuvre utile est d'arrêter dans la Constitution belge, à l'instar de ce qui s'est fait lors de la "partition de velours" de la Tchécoslovaquie en 1992/1993, une date à laquelle la Belgique cessera d'exister et de prévoir que la Flandre et la Wallonie succéderont à la Belgique en tant qu'États. Afin de ne soulever aucune objection constitutionnelle contre cette partition ordonnée de la Belgique, au cas où la dissolution inéluctable et nécessaire de la Belgique serait décidée au cours de la prochaine législature, l'ensemble de la Constitution belge doit être déclaré sujet à révision.

waarden vertoont, tenzij men democratie wil herleiden tot haar formele zijde, tot een spel van rekensommetjes en procedures.

De Staat vormt geen doel op zich, maar moet ten dienste staan van het algemeen belang. Het algemeen belang, het doel van de staat, vormt tegelijk de legitimiteit van de staat in de meest ruime zin. Aan deze maatstaf gemeten mist de Belgische Staat elke legitimiteit. Vlamingen en Walen hebben immers andere collectieve behoeften. De Belgische staat is eerder een hinderpaal dan een instrument om tot een oplossing van belangrijke maatschappelijke problemen te komen. Belgische oplossingen zijn steeds onbevredigend, hetzij voor de Vlamingen, hetzij voor de Walen. In de praktijk is het meestal zo dat, wanneer er geen voor de Walen bevredigende oplossing kan gevonden worden, er gewoonweg niets gebeurt. Het immobilisme dat daarvan het gevolg is, is mede verantwoordelijk voor het feit dat steeds meer burgers zich van de politiek afkeren. Alleen de onafhankelijkheid van Vlaanderen en Wallonië kan het immobilisme doorbreken en kan voor een goed bestuur en voor politieke vernieuwing in de echte zin van het woord zorgen.

De Belgische federatie biedt geen enkele meerwaarde. Indien, overeenkomstig het subsidiariteitsbeginsel, aangelegenheden op een hoger niveau dan dat van de volksgemeenschap moeten geregeld worden, dient zulks in het algemeen te gebeuren in het kader van een samenwerking tussen vrije, soevereine volkeren in Europees verband. Vlaanderen en Wallonië hebben immers nauwelijks iets gemeenschappelijk wat hen als geheel van de andere Europese volkeren onderscheidt, wat overigens niet uitsluit dat er op specifieke terreinen op grond van interstatelijke verdragen tussen Vlaanderen en Wallonië samengewerkt wordt, indien de beide volksgemeenschappen dat in hun belang wenselijk achten. De Europese samenwerking vergemakkelijkt de Belgische boedelscheiding eerder dan ze te bemoeilijken.

De enige manier waarop de Belgische Grondwetgever zich nuttig kan maken, bestaat erin om, naar het voorbeeld van de fluwelen splitsing van Tsjecho-Slowakije in 1992/1993, in de Belgische Grondwet een datum vast te stellen waarop België ophoudt te bestaan en te bepalen dat Vlaanderen en Wallonië de opvolgerstaten van België zijn. Opdat er geen enkel grondwettelijk bezwaar zou rijzen tegen een dergelijke ordelijke opdeling van België, ingeval in de volgende legislatuur tot de onvermijdelijke en noodzakelijke ontbinding van de Belgische staat zou worden besloten, dient de volledige Belgische Grondwet voor herziening vatbaar te worden verklaard.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}, 2 et 3

Le fédéralisme belge n'est rien de plus qu'une méthode pour maintenir en vie l'État artificiel et totalement superflu qu'est la Belgique et est fondamentalement antidémocratique dès lors que la majorité flamande est mise à l'écart et qu'en tant que minorité, les Wallons peuvent bloquer toutes les décisions importantes à l'échelon fédéral. Cette forme de contrefédéralisme génère un immobilisme qui, en fin de compte, ne profite à aucune des deux communautés et entraîne une incompréhension réciproque.

Du fait de la double division en Communautés et en Régions, l'État belge est doté d'une structure institutionnelle complexe, inefficace et coûteuse, qui ne sert qu'à maintenir en vie un État artificiel et totalement superflu et qui revient toujours, fondamentalement, à nier l'existence des communautés nationales appartenant à l'union belge. La Constitution belge ne fait, par exemple, jamais mention d'un peuple flamand et d'un peuple wallon, ni des Flamands et des Wallons. Toute réforme de l'État se fonde dès lors sur les mêmes prémisses erronées. Par suite de l'attribution de compétences aux communautés, les Wallons, de par leur appartenance à la Communauté française, ont leur mot à dire sur les matières personnalisables concernant Bruxelles, alors qu'à nos yeux, Bruxelles fait partie intégrante de la Flandre et la Wallonie n'a aucune prétention à faire valoir à cet égard. Quant à l'attribution de compétences aux régions, qui place la Région de Bruxelles-Capitale sur le même pied que les Régions flamande et wallonne, elle n'a cessé d'éloigner Bruxelles de la Flandre et a fait en sorte que les néerlandophones de la capitale sont totalement livrés à la majorité francophone. Qui plus est, les communes faisant partie de la région de langue allemande relèvent, pour ce qui concerne les matières régionales, de la province de Liège et, par conséquent, de la Région wallonne, tant et si bien que tout transfert de compétences du niveau fédéral aux régions implique une "wallonisation" des communes germanophones, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent, notamment en matière de respect des lois linguistiques.

Dans notre optique, la révision de la Constitution qui interviendra au cours de la prochaine législature doit déboucher sur la dissolution de la pseudo-fédération belge et sur l'accession à la souveraineté des communautés nationales qui font encore partie de l'État Belgique. Quand elles seront devenues souveraines, les communautés nationales devront elles-mêmes décider, sur une base volontaire et sur la base de l'égalité

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1, 2 en 3

Het Belgische federalisme is niet meer dan een methode om de kunstmatige en volstrekte overbodige Belgische staat in stand te houden en is fundamenteel ondemocratisch omdat de Vlaamse meerderheid erdoor opzij gezet wordt en de Walen als minderheidsvolk alle belangrijke beslissingen op federaal vlak kunnen blokeren. Deze vorm van contrafederalisme zorgt voor een immobilisme dat uiteindelijk geen van beide volksgemeenschappen ten goede komt en leidt tot wederzijds onbegrip.

Door de dubbele indeling in Gemeenschappen en Gewesten heeft de Belgische staat een ingewikkelde, inefficiënte en geldverslindende institutionele structuur die enkel dienstig is aan de instandhouding van de kunstmatige en volstrekt overbodige Belgische staat en in wezen nog steeds neerkomt op de negatie van de tot het Belgische staatsverband behorende volksgemeenschappen. Nergens wordt er in de Belgische Grondwet gewag gemaakt van bijvoorbeeld een Vlaams en een Waals volk of van Vlamingen en Walen. Elke staats-hervorming vertrekt dan ook vanuit dezelfde verkeerde premissen. Door de toekenning van bevoegdheden aan de Gemeenschappen krijgen de Walen, door het feit dat ze behoren tot de Franse Gemeenschap, zeggenschap over persoonsgebonden aangelegenheden met betrekking tot Brussel, dat in de visie van de indieners integraal deel uitmaakt van Vlaanderen en waarop Wallonië geen enkele aanspraak kan maken. De toekenning van bevoegdheden aan de Gewesten, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gebied op voet van gelijkheid met het Vlaamse en het Waalse Gewest wordt behandeld, heeft er anderzijds toe geleid dat Brussel steeds verder uit Vlaanderen losgeweekt wordt en dat de Nederlandstaligen in de hoofdstad volledig overgeleverd zijn aan de Franstalige meerderheid. Bovendien maken de gemeenten die behoren tot het Duitse taalgebied, wat gewestaangelegenheden betreft, deel uit van de provincie Luik en derhalve van het Waalse Gewest zodat elke overdracht van bevoegdheden van het federale niveau naar de Gewesten, een "verwaalsing" van de Duitstalige gemeenten inhoudt, met alle gevolgen van dien voor onder andere de naleving van de taalwetgeving.

De grondwetsherziening tijdens de volgende legislatuur moet in de visie van de indieners leiden tot de ontbinding van de Belgische pseudo-federatie en tot de verwerving van soevereiniteit door de volksgemeenschappen die thans nog deel uitmaken van het Belgische staatsverband. De aldus soeverein geworden volksgemeenschappen moeten zelf beslissen of zij op grond van vrijwilligheid en op voet van soevereine gelijkwaardigheid confederale

souveraine, si elles souhaitent s'engager dans des structures confédérales avec d'autres entités étatiques. Évidemment, les constitutions qui seront élaborées par les États souverains nés de la dissolution de l'État belge se substitueront à la Constitution belge, qui n'aura plus aucune force juridique.

Art. 4

Lorsque les communautés nationales faisant actuellement partie de l'État belge seront devenues souveraines, elles décideront elles-mêmes du statut de leur territoire.

Art. 5 et 6

Les communautés nationales souveraines détermineront elles-mêmes les divisions et subdivisions de leur territoire.

Art. 7

Les communautés souveraines décideront elles-mêmes si les limites de leur territoire national et celles de ses subdivisions seront fixées par leur Constitution ou si cette matière sera réglée par la loi, au sens formel.

Art. 7bis

Les communautés souveraines décideront elles-mêmes de leurs objectifs de politique générale.

Art. 8 et 9

Il n'existe pas de nation belge et, par conséquent, pas de nationalité belge. Les communautés souveraines détermineront elles-mêmes les règles relatives à l'acquisition, à la conservation et à la perte de leur nationalité. Il appartient aux communautés souveraines de déterminer les conditions d'exercice des droits politiques et du droit de vote.

Art. 10, 11, 11bis, 12, 13, 14, 14bis, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 22bis, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29

Il appartient aux communautés souveraines de décider des droits fondamentaux de leurs ressortissants.

samenwerkingsverbanden wensen aan te gaan met andere statelijke entiteiten. Uiteraard treden de op te stellen grondwetten van de door de ontbinding van het Belgische staatsverband ontstane soevereine staten in de plaats van de Belgische Grondwet die zal ophouden enige rechtskracht te bezitten.

Art. 4

Als de thans tot het Belgische staatsverband behorende volksgemeenschappen soeverein geworden zijn, zullen ze zelf beslissen over het statuut van hun grondgebied.

Art. 5 en 6

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied bepalen.

Art. 7

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf beslissen of hun staatsgrenzen en territoriale verdeelingsgrenzen door hun grondwet geregeld worden dan wel dat deze aangelegenheid bij de wet in formele zin dient geregeld te worden.

Art. 7bis

De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf beslissen over hun algemene beleidsdoelstellingen.

Art. 8 en 9

Er bestaat geen Belgische natie en derhalve geen Belgische nationaliteit. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de regels bepalen volgens dewelke hun nationaliteit wordt verkregen, behouden en verloren. Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om de voorwaarden te bepalen waaraan voldaan moet worden om de politieke rechten zoals het stemrecht te kunnen uitoefenen.

Art. 10, 11, 11bis, 12, 13, 14, 14bis, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 22bis, 23, 24, 25, 26, 27, 28 en 29

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te beslissen over de fundamentele rechten van hun onderdanen.

Art. 21

Il appartient aux communautés souveraines de décider des droits fondamentaux de leurs ressortissants. Il relève également de leur compétence de régler le statut du mariage civil et du mariage religieux.

Art. 30

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes, si elles le souhaitent, les règles relatives à l'emploi des langues sur leur territoire.

Art. 31

Les communautés souveraines peuvent déterminer elles-mêmes les conditions relatives à l'exercice de poursuites contre des fonctionnaires publics, y compris des ministres de leurs gouvernements.

Art. 32

Si elles le souhaitent, les communautés souveraines fixent elles-mêmes les règles relatives à la publicité de l'administration.

Art. 33 et 34

Il appartient aux communautés souveraines de déterminer la manière dont les pouvoirs sont exercés ainsi que la manière dont l'exercice de ces pouvoirs peut être conféré à des institutions de droit international public.

Art. 35

Le transfert de souveraineté aux communautés vise cet article de sa substance.

Art. 36

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir législatif.

Art. 21

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te beslissen over de fundamentele rechten van hun onderdanen. Het behoort eveneens tot hun bevoegdheid om de status van het burgerlijke en kerkelijke huwelijk te regelen.

Art. 30

De soevereine volksgemeenschappen stellen, indien zij dat wensen, zelf regels vast met betrekking tot het taalgebruik op hun grondgebied.

Art. 31

De soevereine volksgemeenschappen kunnen zelf de voorwaarden bepalen waaronder vervolging kan ingesteld worden tegen openbare ambtenaren, met inbegrip van de ministers van hun regeringen.

Art. 32

De soevereine volksgemeenschappen stellen desgewenst zelf regels vast met betrekking tot de openbaarheid van bestuur.

Art. 33 en 34

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen op welke wijze de machten worden uitgeoefend en op welke wijze de uitoefening ervan kan overgedragen worden aan volkenrechtelijke instellingen.

Art. 35

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan dit artikel elke betekenis.

Art. 36

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de wetgevende macht te regelen.

Art. 37

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir exécutif.

Art. 38 et 39

Le transfert de souveraineté aux communautés vide ces articles de leur substance.

Art. 39bis

Il appartient aux communautés souveraines de décider si et à quelles conditions elles permettent l'organisation de consultations populaires.

Art. 39ter

Il appartient aux communautés souveraines de fixer les règles pour l'élection de leurs organes représentatifs et de décider si des modifications de ces règles qui sont promulguées moins d'un an avant cette élection, peuvent ou non entrer en vigueur au cours de l'année qui précède cette élection.

Art. 40

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler l'exercice du pouvoir judiciaire.

Art. 41

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes les compétences, les règles de fonctionnement et le mode d'élection des organes représentatifs des corps publics décentralisés.

Art. 42

Il appartient aux communautés souveraines de régler la représentation de la nation.

Art. 43

Le transfert de souveraineté aux communautés souveraines ôte toute signification à cet article.

Art. 37

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de uitvoerende macht te regelen.

Art. 38 en 39

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan deze artikels elke betekenis.

Art. 39bis

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen of en onder welke voorwaarden zij volksraadplegingen mogelijk maken.

Art. 39ter

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe de regels vast te stellen voor de verkiezing van hun vertegenwoordigende organen en te bepalen of wijzigingen van deze regels die minder dan een jaar vóór deze verkiezing zijn afgekondigd, al dan niet in werking kunnen treden tijdens het jaar dat voorafgaat aan deze verkiezing.

Art. 40

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de uitoefening van de rechterlijke macht te regelen.

Art. 41

De soevereine volksgemeenschappen stellen zelf de bevoegdheden, de werkingsregels en de wijze van verkiezing vast van de vertegenwoordigende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Art. 42

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om de vertegenwoordiging van de natie te regelen.

Art. 43

Aan dit artikel wordt door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen elke betekenis ontnomen.

Art. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler les compétences et les travaux des mandataires qui constituent la représentation de la nation ainsi que les droits et devoirs, les responsabilités, les compétences, les activités et la succession du chef de l'État.

Art. 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72 et 73

Les communautés souveraines déterminent elles-mêmes la composition, le mode d'élection et la périodicité du renouvellement de leur parlement, ainsi que les conditions auxquelles le droit de vote actif et passif peut être exercé. Elles déterminent également les avantages matériels dont les membres du parlement bénéficient du chef de leur mandat.

Art. 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 et 84

Les communautés souveraines déterminent le mode d'établissement des lois, au sens formel.

Art. 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94 et 95

Il appartient au constituant des communautés souveraines de décider qui est le chef de l'État, de déterminer les droits, les devoirs, les responsabilités, les compétences et les activités de celui-ci et de régler sa succession.

Art. 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler la composition du gouvernement et du Conseil des ministres, et de définir les conditions de nomination, les attributions, les devoirs et les activités (des membres) du gouvernement et du Conseil des ministres.

Art. 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113 et 114

Il appartient au constituant des communautés souveraines de décider qui est le chef de l'État et de déterminer les droits, les devoirs, les responsabilités, les compétences et les activités de celui-ci.

Art. 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 en 60

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de bevoegdheden en werkzaamheden van de vertegenwoordiging van de natie te regelen, alsmede de rechten en plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden, werkzaamheden en de opvolging van het staatshoofd te regelen.

Art. 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72 en 73

De soevereine volksgemeenschappen bepalen zelf de samenstelling, de wijze van verkiezing en de periodiciteit van de vernieuwing van hun volksvertegenwoordiging, alsook de voorwaarden waaronder het actieve en passieve kiesrecht kunnen uitgeoefend worden. Zij bepalen tevens de materiële voordelen die de leden van de volksvertegenwoordiging uit hoofde van hun mandaat genieten.

Art. 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83 en 84

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de wijze van totstandkoming van wetten in formele zin.

Art. 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94 en 95

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen wie het staatshoofd is en om de rechten, plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden en werkzaamheden van het staatshoofd te bepalen en de opvolging van het staatshoofd te regelen.

Art. 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 en 104

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om de samenstelling van de regering en de Ministerraad te regelen, alsmede de benoeming, de bevoegdheden, de plichten en de werkzaamheden van (de leden van) de regering en de Ministerraad te bepalen.

Art. 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113 en 114

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om te bepalen wie het staatshoofd is en wat de rechten, plichten, verantwoordelijkheden, bevoegdheden en werkzaamheden van het staatshoofd zijn.

Art. 115, 116, 117, 118, 118*bis*, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125 et 126

Le transfert de souveraineté aux communautés vide ces articles de leur sens. Les communautés souveraines décideront elles-mêmes de la division interne de leur territoire, de la manière dont seront constitués les organes représentatifs et exécutifs des collectivités publiques décentralisées, ainsi que des avantages matériels dont les membres de ces organes bénéficieront en raison de leur mandat.

Art. 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 135*bis*, 136, 137, 138, 139 et 140

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte tout sens à ces articles, qui se rapportent aux compétences des Communautés et des Régions. Les communautés souveraines définiront elles-mêmes les compétences des organes des collectivités publiques décentralisées.

Art. 141 et 143

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte tout sens à ces articles, qui portent sur le règlement des conflits de compétence et d'intérêts entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions.

Art. 142

Le transfert de souveraineté aux communautés ôte son sens à cet article, dans la mesure où il porte sur le rôle de la Cour constitutionnelle dans le règlement des conflits de compétence et d'intérêts entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions. Il appartient par ailleurs aux communautés souveraines de juger de l'opportunité de la création d'une cour constitutionnelle et, le cas échéant, de définir les compétences d'une telle cour, ainsi que l'étendue et l'intensité du contrôle constitutionnel exercé par cette instance.

Art. 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158 et 159

Les communautés souveraines déterminent la composition du pouvoir judiciaire, ainsi que les modalités d'institution, les compétences et les activités des

Art. 115, 116, 117, 118, 118*bis*, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125 et 126

Door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen wordt aan deze artikels elke betekenis ontnomen. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied bepalen, alsmede de wijze van samenstelling van de vertegenwoordigende en uitvoerende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen regelen en de materiële voordelen vaststellen die de leden van deze organen uit hoofde van hun mandaat genieten.

Art. 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 135*bis*, 136, 137, 138, 139 en 140

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt elke betekenis aan deze artikels, die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten. De soevereine volksgemeenschappen zullen zelf de bevoegdheden omschrijven van de organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Art. 141 en 143

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan deze artikels, die op de regeling van bevoegdheids- en belangenconflicten tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betrekking hebben, elke betekenis.

Art. 142

De soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen ontnemt aan dit artikel zijn betekenis, voor zover het de rol van het Grondwettelijk Hof met betrekking tot de beslechting van bevoegdheidsconflicten tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreft. Het komt anderzijds aan de soevereine volksgemeenschappen toe om te oordelen over de wenselijkheid van de oprichting van een constitutioneel hof en om, in voorkomend geval, de bevoegdheden van een dergelijk hof en de omvang en de intensiteit van de grondwettelijke toetsing door deze instantie te bepalen.

Art. 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 158 en 159

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de samenstelling van de rechterlijke macht, alsook de wijze van instelling, de bevoegdheden en de werkzaamheden

juridictions qui en dépendent. Elles règlent également le mode de nomination des juges et leur statut. Elles ont la même compétence à l'égard des fonctionnaires du ministère public.

Art. 156

Il appartient aux communautés souveraines de diviser leur territoire en ressorts.

Art. 157bis

Les communautés souveraines fixeront les éléments essentiels concernant l'emploi des langues en matière judiciaire dans les différents arrondissements judiciaires.

Art. 160 et 161

Il appartient aux communautés souveraines d'établir des juridictions administratives et d'en déterminer la composition, les compétences et le fonctionnement.

Art. 162, 163, 164, 165 et 166

Les communautés souveraines déterminent la division territoriale interne de leur territoire, le mode de composition des organes représentatifs et exécutifs des collectivités publiques décentralisées ainsi que les compétences et le fonctionnement de ces organes.

Art. 167, 168 et 169

Il appartient au constituant des communautés souveraines de régler la gestion des relations extérieures.

Art. 168bis

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les modalités relatives à l'élection de leurs représentants au Parlement européen.

Art. 170, 171, 172 et 173

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer la manière dont les impôts sont

van de gerechten die daartoe behoren. Zij regelen tevens de wijze van benoeming van de rechters en hun rechtspositie. Dezelfde bevoegdheid hebben zij ten aanzien van de ambtenaren van het openbaar ministerie.

Art. 156

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe hun grondgebied in rechtsgebieden in te delen.

Art. 157bis

De soevereine volksgemeenschappen zullen de essentiële elementen vaststellen met betrekking tot het gebruik der talen in gerechtszaken in de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

Art. 160 en 161

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe administratieve rechtscolleges in te stellen en er de samenstelling, de bevoegdheden en de werkzaamheden van te bepalen.

Art. 162, 163, 164, 165 en 166

De soevereine volksgemeenschappen bepalen de binnenstatelijke territoriale indeling van hun grondgebied, de wijze van samenstelling van de vertegenwoordigende en uitvoerende organen van de gedecentraliseerde openbare lichamen, alsmede de bevoegdheden en de werkzaamheden van deze organen.

Art. 167, 168 en 169

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de behartiging van de buitenlandse betrekkingen te regelen.

Art. 168bis

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe de modaliteiten te bepalen voor de verkiezing van hun afgevaardigden in het Europees Parlement.

Art. 170, 171, 172 en 173

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen

établis et perçus au profit de l'État et/ou des collectivités publiques décentralisées.

Art. 174

Les communautés souveraines fixent les règles concernant l'établissement du budget et des comptes.

Art. 175, 176, 177 et 178

Il appartient aux communautés souveraines de fixer le système de financement par l'État des collectivités publiques décentralisées.

Art. 179 et 181

Les communautés souveraines fixent les règles relatives aux pensions.

Art. 180

Il appartient au constituant des communautés souveraines d'instituer un organe chargé du contrôle des finances des administrations publiques et de fixer les compétences de cet organe.

Art. 182, 183, 184 et 186

Les communautés souveraines ont le pouvoir de fixer la composition des forces armées et de déterminer les droits et obligations des militaires.

Art. 185

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer à quelles conditions des troupes étrangères peuvent être admises sur le territoire de la nation pour assurer la sécurité de celle-ci, et à quelles conditions des traités internationaux en matière de sécurité peuvent être conclus avec d'autres nations.

hoe de belastingen ten behoeve van de staat en/of de gedecentraliseerde openbare lichamen vastgesteld en geïnd worden.

Art. 174

De soevereine volksgemeenschappen stellen regels vast met betrekking tot de opmaak van de begroting en de rekening.

Art. 175, 176, 177 en 178

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om regels vast te stellen met betrekking tot de financiering door de staat van de gedecentraliseerde openbare lichamen.

Art. 179 en 181

De soevereine volksgemeenschappen bepalen hoe de pensioenen geregeld worden.

Art. 180

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe om een orgaan in te stellen dat belast is met de controle op de financiën van de openbare besturen en om de bevoegdheden van dat orgaan te bepalen.

Art. 182, 183, 184 en 186

De soevereine volksgemeenschappen hebben de bevoegdheid de samenstelling van de gewapende macht te bepalen en de rechten en verplichtingen van de militairen vast te stellen.

Art. 185

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen onder welke voorwaarden ter beveiliging van de natie vreemde troepen kunnen toegelaten worden tot het grondgebied en onder welke voorwaarden internationale veiligheidsverdragen met andere naties kunnen gesloten worden.

Art. 187 et 188

En raison du transfert de souveraineté, la Constitution belge n'a plus aucune force juridique. Il appartient au constituant des communautés souveraines de garantir l'inviolabilité et l'application de leur propre Constitution.

Art. 189

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les langues dans lesquelles leur Constitution sera établie.

Art. 190

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer, au sens formel et matériel, le mode de publication officielle et d'entrée en vigueur des lois.

Art. 191

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les droits des étrangers, dans le respect des traités internationaux.

Art. 192

Il appartient au constituant des communautés souveraines d'imposer un serment et d'en déterminer la formule.

Art. 193

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer leurs symboles officiels.

Art. 194

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer leur capitale et le siège de leur gouvernement.

Art. 187 en 188

De Belgische Grondwet houdt door de soevereiniteitsoverdracht aan de volksgemeenschappen op enige rechtskracht te bezitten. Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de onschendbaarheid en de toepassing van hun eigen grondwet te waarborgen.

Art. 189

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe te bepalen in welke talen hun grondwet moet gesteld zijn.

Art. 190

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe de wijze van bekendmaking en inwerkingtreding van wetten in formele en materiële zin te regelen.

Art. 191

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe om, met inachtneming van de internationale verdragen die hen binden, de rechten van vreemdelingen te bepalen.

Art. 192

Het behoort tot de bevoegdheid van de soevereine volksgemeenschappen een eed op te leggen en er de formule van vast te stellen.

Art. 193

De soevereine volksgemeenschappen bepalen wat hun officiële symbolen zijn.

Art. 194

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe hun hoofdstad en de zetel van hun regering te bepalen.

Art. 195, 196, 197 et 198

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer les modalités à respecter pour modifier leur Constitution.

TITRE IX

Il appartient au constituant des communautés souveraines de déterminer leur structure étatique et de désigner, le cas échéant, leur chef d'État.

Art. 195, 196, 197 en 198

Het komt aan de grondwetgevende instellingen van de soevereine volksgemeenschappen toe nadere regels te geven voor de wijziging van hun grondwet.

TITEL IX

Het komt aan de soevereine volksgemeenschappen toe hun eigen staatsvorm en eventueel staatshoofd te bepalen.

Barbara PAS (VB)
Tom VAN GRIEKEN (VB)

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des dispositions suivantes de la Constitution:

Article 1^{er}

Art. 2

Art. 3

Art. 4

Art. 5

Art. 6

Art. 7

Art. 7*bis*

Art. 8

Art. 9

Art. 10

Art. 11

Art. 11*bis*

Art. 12

Art. 13

Art. 14

Art. 14*bis*

Art. 15

Art. 16

Art. 17

Art. 18

Art. 19

Art. 20

Art. 21

Art. 22

Art. 22*bis*

Art. 23

Art. 24

Art. 25

Art. 26

Art. 27

Art. 28

Art. 29

Art. 30

Art. 31

Art. 32

Art. 33

Art. 34

Art. 35

Art. 36

Art. 37

Art. 38

Art. 39

Art. 39*bis*

Art. 39*ter*

Art. 40

Art. 41

Art. 42

Art. 43

Art. 44

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de volgende bepalingen van de Grondwet:

Artikel 1

Art. 2

Art. 3

Art. 4

Art. 5

Art. 6

Art. 7

Art. 7*bis*

Art. 8

Art. 9

Art. 10

Art. 11

Art. 11*bis*

Art. 12

Art. 13

Art. 14

Art. 14*bis*

Art. 15

Art. 16

Art. 17

Art. 18

Art. 19

Art. 20

Art. 21

Art. 22

Art. 22*bis*

Art. 23

Art. 24

Art. 25

Art. 26

Art. 27

Art. 28

Art. 29

Art. 30

Art. 31

Art. 32

Art. 33

Art. 34

Art. 35

Art. 36

Art. 37

Art. 38

Art. 39

Art. 39*bis*

Art. 39*ter*

Art. 40

Art. 41

Art. 42

Art. 43

Art. 44

Art. 45
Art. 46
Art. 47
Art. 48
Art. 49
Art. 50
Art. 51
Art. 52
Art. 53
Art. 54
Art. 55
Art. 56
Art. 57
Art. 58
Art. 59
Art. 60
Art. 61
Art. 62
Art. 63
Art. 64
Art. 65
Art. 66
Art. 67
Art. 68
Art. 69
Art. 70
Art. 71
Art. 72
Art. 73
Art. 74
Art. 75
Art. 76
Art. 77
Art. 78
Art. 79
Art. 80
Art. 81
Art. 82
Art. 83
Art. 84
Art. 85
Art. 86
Art. 87
Art. 88
Art. 89
Art. 90
Art. 91
Art. 92
Art. 93
Art. 94
Art. 95
Art. 96
Art. 97
Art. 98
Art. 99
Art. 100

Art. 45
Art. 46
Art. 47
Art. 48
Art. 49
Art. 50
Art. 51
Art. 52
Art. 53
Art. 54
Art. 55
Art. 56
Art. 57
Art. 58
Art. 59
Art. 60
Art. 61
Art. 62
Art. 63
Art. 64
Art. 65
Art. 66
Art. 67
Art. 68
Art. 69
Art. 70
Art. 71
Art. 72
Art. 73
Art. 74
Art. 75
Art. 76
Art. 77
Art. 78
Art. 79
Art. 80
Art. 81
Art. 82
Art. 83
Art. 84
Art. 85
Art. 86
Art. 87
Art. 88
Art. 89
Art. 90
Art. 91
Art. 92
Art. 93
Art. 94
Art. 95
Art. 96
Art. 97
Art. 98
Art. 99
Art. 100

Art. 101
Art. 102
Art. 103
Art. 104
Art. 105
Art. 106
Art. 107
Art. 108
Art. 109
Art. 110
Art. 111
Art. 112
Art. 113
Art. 114
Art. 115
Art. 116
Art. 117
Art. 118
Art. 118*bis*
Art. 119
Art. 120
Art. 121
Art. 122
Art. 123
Art. 124
Art. 125
Art. 126
Art. 127
Art. 128
Art. 129
Art. 130
Art. 131
Art. 132
Art. 133
Art. 134
Art. 135
Art. 135*bis*
Art. 136
Art. 137
Art. 138
Art. 139
Art. 140
Art. 141
Art. 142
Art. 143
Art. 144
Art. 145
Art. 146
Art. 147
Art. 148
Art. 149
Art. 150
Art. 151
Art. 152
Art. 153
Art. 154

Art. 101
Art. 102
Art. 103
Art. 104
Art. 105
Art. 106
Art. 107
Art. 108
Art. 109
Art. 110
Art. 111
Art. 112
Art. 113
Art. 114
Art. 115
Art. 116
Art. 117
Art. 118
Art. 118*bis*
Art. 119
Art. 120
Art. 121
Art. 122
Art. 123
Art. 124
Art. 125
Art. 126
Art. 127
Art. 128
Art. 129
Art. 130
Art. 131
Art. 132
Art. 133
Art. 134
Art. 135
Art. 135*bis*
Art. 136
Art. 137
Art. 138
Art. 139
Art. 140
Art. 141
Art. 142
Art. 143
Art. 144
Art. 145
Art. 146
Art. 147
Art. 148
Art. 149
Art. 150
Art. 151
Art. 152
Art. 153
Art. 154

Art. 155
 Art. 156
 Art. 157
 Art. 157*bis*
 Art. 158
 Art. 159
 Art. 160
 Art. 161
 Art. 162
 Art. 163
 Art. 164
 Art. 165
 Art. 166
 Art. 167
 Art. 168
 Art. 168*bis*
 Art. 169
 Art. 170
 Art. 171
 Art. 172
 Art. 173
 Art. 174
 Art. 175
 Art. 176
 Art. 177
 Art. 178
 Art. 179
 Art. 180
 Art. 181
 Art. 182
 Art. 183
 Art. 184
 Art. 185
 Art. 186
 Art. 187
 Art. 188
 Art. 189
 Art. 190
 Art. 191
 Art. 192
 Art. 193
 Art. 194
 Art. 195
 Art. 196
 Art. 197
 Art. 198
 Titre IX

6 février 2020

Art. 155
 Art. 156
 Art. 157
 Art. 157*bis*
 Art. 158
 Art. 159
 Art. 160
 Art. 161
 Art. 162
 Art. 163
 Art. 164
 Art. 165
 Art. 166
 Art. 167
 Art. 168
 Art. 168*bis*
 Art. 169
 Art. 170
 Art. 171
 Art. 172
 Art. 173
 Art. 174
 Art. 175
 Art. 176
 Art. 177
 Art. 178
 Art. 179
 Art. 180
 Art. 181
 Art. 182
 Art. 183
 Art. 184
 Art. 185
 Art. 186
 Art. 187
 Art. 188
 Art. 189
 Art. 190
 Art. 191
 Art. 192
 Art. 193
 Art. 194
 Art. 195
 Art. 196
 Art. 197
 Art. 198
 Titel IX

6 februari 2020

Barbara PAS (VB)
 Tom VAN GRIEKEN (VB)